

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'emploi, de l'Economie, de la Recherche scientifique et de la Lutte contre l'Incendie et l'Aide médicale urgente,  
B. CEREXHE

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de la Mobilité et des Travaux publics,  
P. SMET

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée de l'Environnement, de l'Energie et de la Politique de l'Eau,  
Mme E. HUYTEBROECK

—  
Note

Documents du Parlement :

*Session ordinaire 2006/2007.*

A-358/1 : Projet d'ordonnance. — A-358/2 : Rapport.

*Compte rendu intégral.* — Discussion et adoption : séance du vendredi 1<sup>er</sup> juin 2007.

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Tewerkstelling, Economie, Wetenschappelijk Onderzoek, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp,  
B. CEREXHEX

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Mobiliteit en Openbare Werken,  
P. SMET

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Leefmilieu, Energie en Waterbeleid,  
Mevr. E. HUYTEBROECK

—  
Nota

Documenten van het Parlement :

*Gewone zitting 2006/2007.*

A-358/1 : Ontwerp van ordonnantie. — A-358/2 : Verslag.

*Integraal verslag.* — Bespreking en aanneming : vergadering van vrijdag 1 juni 2007.

## MINISTERE

### DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2007 — 2880

[C — 2007/31275]

**7 JUI 2007.** — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale accordant des subventions aux communes de la Région de Bruxelles-Capitale pour la rénovation d'infrastructures communales consacrées aux crèches. — Budget 2007

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 notamment l'article 6, § 1<sup>er</sup>, VIII, 9<sup>o</sup> et 10<sup>o</sup> modifié par la loi du 13 juillet 2001;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, notamment l'article 4, modifié par les lois du 5 mai 1993 et du 16 juillet 1993;

Vu l'ordonnance du 22 décembre 2006 contenant le budget général des dépenses de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'année budgétaire 2007;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'avis 42.782/4 du Conseil d'Etat, donné le 7 mai 2007 en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 20 mars 2007;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 28 mars 2007;

Considérant la nécessité de répondre à la demande des familles d'augmenter le nombre de places en crèches, et de favoriser ainsi la conciliation des sphères professionnelle et privée de la vie;

Considérant que l'augmentation du nombre de places en crèches favorise l'attractivité de la Région de Bruxelles-Capitale, limite les freins à l'emploi et particulièrement à l'emploi des femmes, permet une valorisation du patrimoine communal et de limiter des dépenses devenues incontournables pour un certain nombre de communes;

Sur la proposition du Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites, de la Rénovation Urbaine, du Logement, de la Propreté publique et de la Coopération au développement;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1<sup>o</sup> ONE : Office de la Naissance et de l'Enfance de la communauté française;

2<sup>o</sup> KIND EN GEZIN : institution publique de la communauté flamande pour l'aide et le conseil sur le bien-être des enfants;

## MINISTERIE

### VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2007 — 2880

[C — 2007/31275]

**7 JUNI 2007.** — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot toekenning van toelagen aan de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor de renovatie van gemeentelijke infrastructuur bestemd voor de kinderkribbes. — Begroting 2007

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming van de instellingen, inzonderheid op artikel 6, § 1, VIII, 9<sup>o</sup> en 10<sup>o</sup>, gewijzigd bij de wet van 13 juli 2001;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, inzonderheid op artikel 4, gewijzigd bij de wetten van 5 mei 1993 en 16 juli 1993;

Gelet op de ordonnantie van 22 december 2006 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor het begrotingsjaar 2007;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen door de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op het advies 42.782/4 van de Raad van State, verstrekt op 7 mei 2007 in toepassing van artikel 84, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 20 maart 2007;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 28 maart 2007;

Overwegende de noodzaak om op verzoek van de gezinnen te zorgen voor meer plaatsen in de kinderkribbes en zodoende een betere combinatie van beroeps- en privé-leven mogelijk te maken;

Overwegende dat de verhoging van het aantal plaatsen in kinderkribbes de aantrekkelijkheid van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest bevordert, de remmen op de tewerkstelling en in het bijzonder op de tewerkstelling van vrouwen beperkt, een herwaardering van het gemeentelijk patrimonium en een beperking van de voor een zeker aantal gemeenten onvermijdelijk geworden uitgaven mogelijk maakt;

Op voordracht van de Minister-Président van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Stadsvernieuwing, Huisvesting, Openbare Netheid en Ontwikkelingssamenwerking;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit, wordt verstaan onder :

1<sup>o</sup> ONE : Office de la Naissance et de l'Enfance van de Franse Gemeenschap;

2<sup>o</sup> KIND EN GEZIN : overheidsinstelling van de Vlaamse Gemeenschap die hulp en advies verschaft inzake kinderopvang;

3° EDRLR : l'Espace de Développement Renforcé de Logement et de la rénovation tel que défini dans les dispositions indicatives du Plan Régional de Développement (PRD) et dans les arrêtés modificatifs du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale;

4° Crèche : milieu d'accueil collectif de la petite enfance établi sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale, dans un bâtiment appartenant à une commune ou un CPAS de la Région de Bruxelles-Capitale, agréées par l'ONE ou le KIND EN GEZIN, et gérées et organisées par une commune ou par une association sans but lucratif pour le compte d'une commune.

5° Le Ministre : le Ministre-Président, chargé de la tutelle sur les pouvoirs locaux

**Art. 2.** Sur l'allocation de base 14.38.23.63.21 du budget 2007, intitulée subventionnement de la rénovation d'infrastructures communales consacrées aux crèches, une enveloppe de 3.000.000 euros est réservé :

1° pour des projets spécifiques de rénovation de crèches communales en vue d'étendre le nombre de places,

2° pour des projets spécifiques de rénovation de bâtiments communaux de tout type que les communes entendent destiner à l'occupation de crèches communales, ainsi que pour l'acquisition éventuelle de ces bâtiments.

Cette enveloppe est répartie entre les communes par le Gouvernement, sur base des réponses à un appel à projets adressé aux 19 communes de la Région de Bruxelles-Capitale. Le montant des subsides accordés à une commune ne peut excéder 500.000 euros.

Si le total des subsides destinés à financer les projets des communes dépasse l'enveloppe de 3 millions d'Euros, ce dernier est réparti prioritairement entre les projets des communes affichant une capacité de places en crèches par enfant de moins de trois ans inférieur à une fois et demi la proportion régionale de places en crèches par enfant de moins de trois ans. Est prise en considération la capacité d'accueil des crèches communales fixée par le pouvoir subsidiant au 1<sup>er</sup> janvier de l'année qui précède celle à laquelle se rapporte la définition de la priorité.

Si le total des subsides destinés à financer les projets des communes affichant une capacité de places en crèches par enfant de moins de trois ans inférieur à une fois et demi la proportion régionale de places en crèches par enfant de moins de trois ans dépasse l'enveloppe de 3 millions d'euros, cette dernière est répartie prioritairement entre les projets présentant le rapport le plus faible entre le coût global des travaux et le nombre de places créées.

Le solde éventuel de l'enveloppe est octroyé prioritairement aux projets présentant le rapport le plus faible entre le coût global des travaux et le nombre de places créées.

Lorsque le solde de l'enveloppe est insuffisant pour financer un projet considéré comme prioritaire, il peut être attribué au premier projet prioritaire suivant dont le montant des subsides y afférant ne dépasse pas le solde disponible.

**Art. 3.** Les autorités communales feront parvenir à l'Administration des Pouvoirs locaux - Travaux subsidiés, une copie certifiée conforme de la délibération du conseil communal et du marché ainsi que le dossier complet de demande composé :

1° des plans des installations;

2° du cahier spécial des charges;

3° des métrés descriptif, récapitulatif et estimatif détaillé par poste;

4° d'une copie des autorisations régionales éventuellement requises;

5° d'un avis de l'ONE ou de KIND EN GEZIN confirmant la conformité du projet aux normes communautaires d'ouverture du milieu d'accueil;

6° d'un engagement formel de la commune :

— à augmenter, par le biais des travaux, le nombre de places dans les crèches, de cinq au minimum en cas d'extension ou de douze en cas d'ouverture d'un nouveau milieu d'accueil;

3° RVOHR : de Ruimte voor Versterkte Ontwikkeling van Huisvesting en Renovatie zoals omschreven in de richtinggevendende bepalingen van het Gewestelijk Ontwikkelingsplan (GewOP) en in de wijzigingsbesluiten van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering;

4° Kinderkribbe : omgeving voor de opvang van peuters, gevestigd op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, in een gebouw dat toebehoort aan een gemeente of een OCMW van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, erkend door het ONE of door KIND EN GEZIN, en waarvan het beheer en de organisatie verzorgd worden door een gemeente of door een vereniging zonder winstoogmerk voor rekening van een gemeente.

5° De Minister : de Minister-President, belast met het toezicht op de plaatselijke besturen.

**Art. 2.** Op basisallocatie 14.38.23.63.21 van de begroting 2007, luidende subsidiëring van de renovatie van de gemeentelijke infrastructuur voor de kinderkribbes, wordt een totale omslag van 3.000.000 euro voorbehouden :

1° voor specifieke projecten voor de renovatie van gemeentelijke kinderkribbes met het oog op een uitbreiding van het aantal plaatsen,

2° voor specifieke projecten voor de renovatie van eender welk gemeentelijk gebouw dat de gemeente wilt bestemmen om er gemeentelijke kinderkribbes in te vestigen, alsook voor de eventuele aankoop van deze gebouwen.

Deze omslag wordt door de Regering verdeeld onder de gemeenten op basis van de antwoorden op een oproep tot projecten gericht aan de 19 gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Het subsidiebedrag dat aan een gemeente wordt toegekend, mag niet meer bedragen dan 500.000 euro.

Indien het totaalbedrag van de subsidies bestemd voor de financiering van de gemeentelijke projecten de omslag van 3 miljoen euro overschrijdt, dan wordt dit prioritair verdeeld over de projecten van gemeenten met een capaciteit voor kinderen van jonger dan drie jaar in de kribbes die anderhalf keer kleiner is dan het gewestelijk gemiddelde. Hiervoor wordt de opvangcapaciteit van de gemeentelijke kinderkribbes in aanmerking genomen zoals deze door de subsidiërende overheid is vastgesteld op 1 januari van het jaar dat voorafgaat aan dat waarop het verlenen van de prioriteit betrekking heeft.

Indien het totaalbedrag van de subsidies voor de financiering van projecten van gemeenten met een capaciteit aan opvangplaatsen voor kinderen jonger dan drie jaar die anderhalf keer kleiner is dan het gewestelijk gemiddelde, de omslag van 3 miljoen euro overschrijdt, dan wordt deze laatste prioritair verdeeld over de projecten waarvoor de verhouding tussen de globale kostprijs voor de werken en het aantal in het leven geroepen opvangplaatsen het kleinst is.

Het eventuele saldo van de omslag wordt prioritair toegekend aan projecten waarvoor de verhouding tussen de globale kostprijs van de werken en het aantal opvangplaatsen het kleinst is.

Als het saldo van de omslag ontoereikend is om een project te financieren dat als prioritaire wordt aanzien, dan kan dit worden toegewezen aan het eerstvolgende prioritaire project waarvoor het betroffen subsidiebedrag kleiner is dan het beschikbare saldo.

**Art. 3.** De gemeentelijke overheden dienen aan het Bestuur Plaatselijke Besturen - Gesubsidieerde Werken - een voor eensluidend verklaarde kopie van de beraadslaging van de gemeenteraad en van de opdracht toe te sturen, alsook het volledige aanvraagdossier samengesteld uit :

1° de plannen van de installaties;

2° het bijzonder bestek;

3° beschrijvende, samenvattende en ramende opmetingsstaten, gedeetailleerd per post;

4° een afschrift van de eventueel vereiste gewestelijke vergunningen;

5° een advies van de ONE of van KIND EN GEZIN dat bevestigt dat het project overeenstemt met de gemeenschapsnormen voor het openen van een opvangomgeving;

6° een formele verbintenis vanwege de gemeente :

— om door middel van de werken, het aantal plaatsen in de kinderkribbes te verhogen met minstens vijf bij uitbreiding en twaalf in geval van opening van een nieuwe opvangomgeving;

- à ne pas modifier, dans les vingt années de l'octroi du subside, l'affectation des bâtiments rénovés et, le cas échéant, acquis;
- à assurer l'entretien et la gestion du bien subsidié;
- à ne pas solliciter de subsides pour la même tranche du projet auprès d'autres pouvoirs subsidiaires;
- d'appliquer les réglementations communautaires relatives aux participations financières des parents.

**Art. 4.** Sur base des éléments repris à l'article 3, un accord de principe d'octroi de subsides est notifié à la commune l'autorisant à mettre le marché en concurrence. Le Ministre peut accepter une demande d'accord de principe d'octroi de subside ne respectant pas la condition visée à l'article 3, 4° ou 5°, en cas d'urgence dûment motivée par le demandeur.

**Art. 5.** Le demandeur dispose d'un délai de nonante jours calendrier à dater de la réception de l'accord de principe pour transmettre à l'Administration des Pouvoirs locaux - Travaux subsidiés :

- 1° une copie certifiée conforme de la délibération du collège des Bourgmestre et échevins désignant l'adjudicataire du marché;
- 2° une copie du PV d'ouverture des offres;
- 3° le rapport complet d'analyse des offres;
- 4° l'offre approuvée;
- 5° l'avis conforme éventuel de la tutelle.

Passé ce délai, il perd le bénéfice de l'accord de principe. Sur demande motivée, ce délai peut être prorogé une fois par le Ministre.

Le Ministre notifie le refus ou l'octroi du subside accompagné de l'autorisation de mise en travaux dans les quarante jours calendrier. L'absence de décision du Ministre dans ce délai vaut octroi du subside. Le Ministre dispose néanmoins d'un délai supplémentaire de cinquante jours calendrier pour notifier le montant du subside. Passé ce délai, le montant du subside correspond au montant fixé par l'accord de principe d'octroi de subsides.

L'octroi du subside autorise la commune à délivrer le bon de commande et l'ordre de commencer les travaux à l'adjudicataire. Les travaux ne peuvent débuter qu'après notification de l'octroi de subside.

**Art. 6.** La liquidation des subsides se fera sur présentation à l'administration des pouvoirs locaux de deux copies certifiées conformes des factures, accompagnées du décompte final approuvé et de l'avis conforme si requis, de l'autorité de tutelle administrative.

Pour pouvoir bénéficier de la liquidation d'une première tranche de 50 % du montant du subside octroyé, le bénéficiaire joint à sa déclaration de créance une copie certifiée conforme de la notification de la commande à l'attributaire du marché.

**Art. 7.** Les subventions sont versées sur le compte bancaire des communes.

**Art. 8.** Le taux d'intervention de base pour des projets spécifiques de rénovation de crèches communales en vue d'effectuer des travaux d'extension du nombre de places pour les projets de rénovation ainsi que pour des projets spécifiques de rénovation de bâtiments communaux de tout type que les communes entendent destiner à l'occupation de crèches communales est fixé à 60 % du marché, dans les limites du montant du crédit attribué à chaque commune.

Toutefois, un taux d'intervention majoré est octroyé, dans les limites du montant du crédit attribué à chaque commune, pour les crèches ou les bâtiments communaux concernés par le subside :

1° à 75 % pour les projets des communes dont le revenu médian des habitants est, au moment de l'introduction de la demande d'accord de principe, inférieur ou égal au revenu médian de la Région de Bruxelles-Capitale publié annuellement par l'Institut national des Statistiques;

- om binnen de twintig jaar van de toekenning van de toelage, de bestemming van de gerenoveerde en desgevallend aangekochte gebouwen niet te wijzigen;
- om goed te zorgen voor het onderhoud en het beheer van het gesubsidieerd goed;
- om bij andere subsidiërende overheden geen toelagen te vragen voor dezelfde schijf van het project;
- om de gemeenschapsregelgevingen met betrekking tot de financiële bijdragen van de ouders toe te passen.

**Art. 4.** Op basis van de in art. 3 hernomen elementen, wordt een principiële akkoord van toekenning van subsidies bekendgemaakt aan de gemeente die de vergunning geeft om de opdracht open te stellen voor mededinging. In spoedgevallen die door de aanvrager behoorlijk gemotiveerd zijn, kan de Minister toch toestemmen in een verzoek om een principiële akkoord over de toekenning van een toelage die de in art. 3, 4° of 5° bedoelde voorwaarde niet naleeft.

**Art. 5.** Vanaf de ontvangst van het principiële akkoord beschikt de aanvrager over een termijn van negentig dagen om aan het Bestuur van de Plaatselijke Besturen - Gesubsidieerde Werken, te bezorgen wat volgt :

- 1° een eensluidend verklaarde kopie van de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen met de aanwijzing van de begunstigde van de opdracht;
- 2° een kopie van het PV van opening van de offertes;
- 3° het volledig analyserapport van de offertes;
- 4° de goedgekeurde offerte;
- 5° het eventueel gelijkkluidend advies van de voogdij.

Na deze termijn verliest hij het voordeel van het principiële akkoord. Mits gemotiveerde aanvraag kan de Minister deze termijn één keer verlengen.

De Minister geeft kennis van de weigering of de toekenning van de toelage met bijkomende vergunning voor de uitvoering van de werken binnen de veertig kalenderdagen. De afwezigheid van een beslissing van de Minister binnen deze termijn, levert de toekenning van de subsidie op. De Minister beschikt evenwel over een bijkomende termijn van vijftig kalenderdagen om het toelagebedrag mede te delen. Na deze termijn komt het subsidiebedrag overeen met het bedrag dat door het principiële akkoord over de toekenning van een toelage wordt vastgelegd.

De toekenning van de toelage machtigt de gemeente om de bestelbon en het bevel tot het aanvatten van de werken af te leveren. De werken kunnen slechts na kennisgeving van de toekenning van de toelage aanvangen.

**Art. 6.** De uitbetaling van de toelagen zal gebeuren op voorlegging aan de administratie van de plaatselijke besturen van twee eensluidend verklaarde kopieën van de facturen, met de goedgekeurde eindafrekening en indien vereist, het gelijkkluidend advies van de overheid die het administratief toezicht uitoefent.

Om van de uitkering van een eerste schijf van 50 % van het toegekend bedrag van tegemoetkoming te kunnen genieten, voegt de begunstigde bij zijn schuldvordering een eensluidend verklaarde kopie van de kennisgeving van de bestelling bij degene waaraan de opdracht gegund is.

**Art. 7.** De subsidies worden op de bankrekening van de gemeenten gestort.

**Art. 8.** Het basispercentage van tegemoetkoming voor specifieke projecten voor de renovatie van gemeentelijke kinderkribbes om werkzaamheden ter uitbreiding van het aantal plaatsen voor de renovatieprojecten uit te voeren, alsook voor specifieke projecten voor de renovatie van gemeentelijke gebouwen van allerlei aard die de gemeenten voor het houden van gemeentelijke kinderkribbes willen bestemmen, is vastgelegd op 60 % van de opdracht, binnen de grenzen van het kredietbedrag dat aan elke gemeente wordt toegekend.

Er wordt evenwel een verhoogd percentage van tegemoetkoming toegekend, binnen de grenzen van het kredietbedrag dat aan elke gemeente wordt toegewezen, voor de bij de toelage betrokken kinderkribbes of gemeentelijke gebouwen :

1° tot 75 % voor de projecten van de gemeenten waarvan het mediaaninkomen van de inwoners op het moment van de indiening van de aanvraag van het principiële akkoord, lager of gelijk is aan het mediaaninkomen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest dat jaarlijks door het Nationaal Instituut voor de Statistiek gepubliceerd wordt;

2° à 80 % pour les projets visés au 1° lorsqu'ils sont situés dans l'EDRLR;

3° à 90 % pour les projets des communes dont le revenu médian des habitants est, au moment de l'introduction de la demande d'accord de principe, inférieur de 10 % ou plus au revenu médian de la Région de Bruxelles-Capitale publié annuellement par l'Institut national des Statistiques;

4° à 95 % pour les projets visés au 3° lorsqu'ils sont situés dans l'EDRLR;

Les résultats des calculs tels que visés aux 1° et 2° sont arrondis à l'unité favorable aux communes.

Le droit à un taux majoré, défini aux conditions ci-avant, sera attesté par écrit par la Commune, avec copie des pièces justificatives.

**Art. 9.** Le taux d'intervention de base pour des projets spécifiques d'acquisition de bâtiments que les communes entendent destiner à l'occupation de crèches communales et qu'elles entendent par ailleurs rénover à cette fin est fixé à 60 % du marché, dans les limites du montant du crédit attribué à chaque commune.

Toutefois, un taux d'intervention majoré est octroyé, dans les limites du montant du crédit attribué à chaque commune, pour les crèches ou les bâtiments communaux concernés par le subsidie :

1° à 75 % pour les projets des communes dont le revenu médian des habitants est, au moment de l'introduction de la demande d'accord de principe, inférieur ou égal au revenu médian de la Région de Bruxelles-Capitale publié annuellement par l'Institut national des Statistiques;

2° à 80 % pour les projets visés au 1° lorsqu'ils sont situés dans l'EDRLR;

3° à 90 % pour les projets des communes dont le revenu médian des habitants est, au moment de l'introduction de la demande d'accord de principe, inférieur de 10 % ou plus au revenu médian de la Région de Bruxelles-Capitale publié annuellement par l'Institut national des Statistiques;

4° à 95 % pour les projets visés au 3° lorsqu'ils sont situés dans l'EDRLR;

Les résultats des calculs tels que visés aux 1° et 2° sont arrondis à l'unité favorable aux communes.

Le droit à un taux majoré, défini aux conditions ci-avant, sera attesté par écrit par la Commune, avec copie des pièces justificatives.

**Art. 10.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2007.

**Art. 11.** Le Ministre-Président chargé des pouvoirs locaux est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 7 juin 2007.

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites, de la Rénovation urbaine, du Logement, de la Propreté publique et de la Coopération au développement,

Ch. PICQUE

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé des Finances, du Budget, des Relations extérieures et de l'Informatique régionale,

G. VANHENGEL

2° tot 80 % voor de onder 1° bedoelde projecten als zij zich in de RVOHR bevinden;

3° tot 90 % voor de projecten van de gemeenten waarvan het mediaaninkomen van de inwoners op het moment van de indiening van de aanvraag van het princiepsakkoord, lager is dan 10 % of meer van mediaaninkomen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest dat jaarlijks door het Nationaal Instituut voor de Statistiek gepubliceerd wordt;

4° tot 95 % voor de onder 3° bedoelde projecten als zij zich in de RVOHR bevinden;

De resultaten van de berekeningen zoals bedoeld onder 1° en 2° worden afgerond op de eenheid die gunstig is voor de gemeenten.

Het recht op een verhoogd percentage, zoals in de hiervoor bepaalde voorwaarden, zal door de gemeente schriftelijk bevestigd worden, met kopie van de verantwoordingsstukken.

**Art. 9.** Het percentage van tegemoetkoming voor specifieke aankoopprojecten van gebouwen die de gemeenten willen bestemmen voor het houden van gemeentelijke kinderkribbes en die zij bovendien te dien einde willen renoveren, is vastgelegd op 60 % van de opdracht, binnen de grenzen van het kredietbedrag dat aan elke gemeente wordt toegekend.

Er wordt evenwel een verhoogd percentage van tegemoetkoming toegekend, binnen de grenzen van het kredietbedrag dat aan elke gemeente wordt toegewezen voor de bij de toelage betrokken kinderkribbes of gemeentelijke gebouwen :

1° tot 75 % voor de projecten van de gemeenten waarvan het mediaaninkomen van de inwoners op het moment van de indiening van de aanvraag van het princiepsakkoord, lager of gelijk is aan het mediaaninkomen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest dat jaarlijks door het Nationaal Instituut voor de Statistiek gepubliceerd wordt;

2° tot 80 % voor de onder 1° bedoelde projecten als zij zich in de RVOHR bevinden;

3° tot 90 % voor de projecten van de gemeenten waarvan het mediaaninkomen van de inwoners op het moment van de indiening van de aanvraag van het princiepsakkoord, lager is dan 10 % of meer van het mediaaninkomen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest dat jaarlijks door het Nationaal Instituut voor de Statistiek gepubliceerd wordt;

4° tot 95 % voor de onder 3° bedoelde projecten als zij zich in de RVOHR bevinden;

De resultaten van de berekeningen zoals bedoeld onder 1° en 2° worden afgerond op de eenheid die gunstig is voor de gemeenten.

Het recht op een verhoogd percentage, zoals in de hiervoor bepaalde voorwaarden, zal door de gemeente schriftelijk bevestigd worden, met kopie van de verantwoordingsstukken.

**Art. 10.** Dit besluit wordt op 1 januari 2007 van kracht.

**Art. 11.** De Minister-President die bevoegd is voor de plaatselijke besturen, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 7 juni 2007.

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering :

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering bevoegd voor Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Stadsvernieuwing, Huisvesting, Openbare Netheid en Ontwikkelingssamenwerking,

Ch. PICQUE

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering bevoegd voor Financiën, Begroting, Externe Betrekkingen en Gewestelijke Informatica,

G. VANHENGEL